

FABIEN MANGILLI

Chemin du Chablais 8
1226 Thônex
Tél. 079 676 30 72
fabien.mangilli@orange.fr

Né le 25 novembre 1971 à
Neuchâtel
Originaire de Milvignes
(Colombier) - NE

Formation juridique

UNIVERSITÉ DE GENÈVE, Faculté de droit
Doctorat en droit, mention très bien Novembre 2007

UNIVERSITÉ DE LIÈGE, Belgique
Diplôme d'études approfondies en droit européen (DEA) avec distinction Septembre 2002

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL
Brevet d'avocat Octobre 1998

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL, Faculté de droit
Licence en droit Juillet 1996

Formations complémentaires

HAUTE ÉCOLE DE GESTION, Genève
Certificat d'études avancées (CAS) en Leadership Transformationnel juin 2018

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE, Chavanne-près-Renens
Certificat universitaire Nouvelles approches du management public 2010

ASSOCIATION NEUCHÂTELOISE DE MÉDIATION – MÉDIANE, Neuchâtel
Cycle de sensibilisation à la gestion des conflits (4 modules, 52 heures) 2003

Activité professionnelle actuelle

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Chancellerie d'Etat – Direction des affaires juridiques
Directeur des affaires juridiques depuis le 1^{er} février 2014

Activité managériale

- Direction et responsabilité d'une équipe de 15 personnes dont 9 directement ;
- Direction du greffe de la Cour d'appel du Pouvoir judiciaire ;
- Formation en permanence d'un-e avocat-stagiaire pour une durée de 6 mois (accomplissement partiel du stage au sein de l'administration).

Conseils juridiques

- Référence et expertise juridiques auprès du Conseil d'Etat, de la Chancellerie d'Etat et des départements de l'administration ;
- Rédaction (ou supervision) d'avis de droit et de notes à caractère juridique et institutionnel ;
- Domaines principaux de l'activité de conseil :
 - droit constitutionnel* fonctionnement des institutions, Etat de droit, droits politiques, unité de la matière, légalité, rétroactivité, égalité de traitement, primauté du droit fédéral ;
 - droit administratif général* bonne foi de l'administration ;
 - droit administratif spécial* institutions de droit public, marchés publics, principes généraux de la fiscalité, transparence et protection des données au sein de l'Etat ;
 - procédure administrative* droit d'être entendu, typologie des décisions, autorité compétente et voies de droit, récusation des membres des autorités administratives.
- Conseils et appui juridiques aux services compétents dans le domaine des droits politiques durant la phase de préparation et le déroulement des opérations électorales ;

Activité judiciaire

- Défense de l'Etat de Genève dans le cadre de procédures de recours en particulier dans le domaine des droits politiques, de la transparence et de la protection des données ;
- Rédaction (ou supervision) de mémoires judiciaires à la chambre constitutionnelle de la Cour de justice, à la chambre administrative et au Tribunal fédéral ;

Activité de nature juridictionnelle ou décisionnelle

- Direction de la section des recours au Conseil d'Etat et conduite (ou supervision) de l'entier de l'instruction des procédures de recours ;
- Préparation (ou supervision) des projets d'arrêtés du Conseil d'Etat statuant sur recours dans ses domaines de compétences ;
- Préparation (ou supervision) des projets d'arrêtés du Conseil d'Etat statuant sur la validité des initiatives populaires cantonales et communales ;
- Préparation (ou supervision) de décisions administratives (Conseil d'Etat ou Chancellerie d'Etat), notamment dans le domaine de la transparence et de la protection des données.

Activité de nature législative

- Préparation (ou supervision) de projets de loi et de projets de règlement dans les domaines d'activité de la Chancellerie d'Etat, notamment les droits politiques, la transparence et la protection des données ainsi que les institutions de droit public ;
- Suivi (ou supervision) parlementaire des projets de textes législatifs préparés par la Chancellerie d'Etat ;
- Représentation du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat devant la commission des droits politiques et la commission législative du Grand Conseil.

Publication des textes législatifs et réglementaires et légistique

- Responsabilité hiérarchique du service de la législation (1 chef de service et 5 personnes) ;
- Supervision des processus de publication des actes soumis au référendum obligatoire et facultatif ;
- Assistance de technique législative aux différents acteurs du processus législatif ;
- Cours de légistique et de technique législative au personnel de l'administration ;
- Cours sur le processus législatif et réglementaire au personnel de l'administration.

Groupes de travail internes à l'administration

- Présidence du collège juridique spécialisé, chargé des questions juridiques transversales au sein de l'administration cantonale ;
- Présidence du groupe interdépartemental concernant la loi sur l'information du public et l'accès aux documents (LIPAD) ;
- Participation et appui scientifique au groupe de travail chargé de la révision totale de la loi sur la procédure administrative.

Expériences professionnelles antérieures

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Chancellerie d'Etat – Direction des affaires juridiques

Novembre 2013 à janvier 2014

Directeur adjoint

Remplacement intérimaire du directeur des affaires juridiques.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Secrétariat général du Grand Conseil

Septembre 2007 à Octobre 2013

Secrétaire scientifique de commissions

Secrétariat de commissions parlementaires

En charge des commissions des finances, législative, judiciaire et de la police et de la commission compétente pour les affaires extérieures et des délégations dans les instances parlementaires intercantionales

- Planification et organisation générale des travaux des commissions ;
- Préparation des séances et appui à la présidence durant celles-ci ;
- Préparation, appui et suivi des travaux des commissions pour le traitement des initiatives populaires cantonales ;
- Vérification de la cohérence des textes votés, le cas échéant préparation des propositions d'amendements nécessaires ;

- Gestion et suivi des procédures de rectification des textes votés.

Autres tâches au Secrétariat général du Grand Conseil

- Conseils juridiques sur la procédure parlementaire, les questions liées au fonctionnement du Grand Conseil et le traitement des recours ;
- Elaboration de propositions en lien avec des questions juridiques ;
- Rédaction de la brochure *Grand Conseil : Mode d'emploi* ;
- Référent pour l'application de la loi sur l'information du public et l'accès aux documents (LIPAD) : préparation des procédures internes pour l'application de la loi.

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Centre d'études juridiques européennes

Janvier 2007 à Décembre 2007

Collaborateur scientifique

Responsable de la gestion administrative et financière du programme de formation en intégration européenne destiné au personnel de l'administration fédérale et des cantons

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Centre d'études juridiques européennes

Décembre 2002 à Décembre 2006

Assistant

- Collaboration au programme de formation continue universitaire en *Recherche juridique informatisée*, pour les modules consacré à l'Union européenne ;
- Recherches juridiques et participation à des publications.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Administration fédérale des contributions, Berne

Janvier 2001 à Septembre 2001

Juriste

Traitement de dossiers et rédaction de décisions dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée

ETUDE D'AVOCAT

Barreaux de Neuchâtel, Berne et Fribourg

Octobre 1998 à Décembre 2000

Avocat indépendant

Conseils juridiques et représentation en justice, principalement en droit administratif

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

Faculté de droit

Octobre 1998 à Décembre 1999

Assistant

ETUDE BISE, HUGUENIN & STUDER, Neuchâtel

Janvier 1997 à Juillet 1998

Avocat-stagiaire

Activité judiciaire, conseils et recherches juridiques

TRIBUNAL DU DISTRICT DU VAL DE RUZ, Cernier (NE)

Juillet 1996 à Décembre 1996

Avocat-stagiaire

Rédaction de projets de jugements et recherches juridiques

Expérience de l'enseignement

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Faculté de droit – Département de droit public

Août 2018 à ce jour

Chargé de cours suppléant

Cour de recherche juridique informatisée

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Faculté de droit - Séminaire de légistique

2015 à ce jour

Intervenant

Atelier de rédaction législative

Chargé de cours

- Droit privé et droit des achats d'enseignement
- Refonte de deux supports de cours relatifs au droit des achats

Chargé de cours

- Droit des obligations
- Procédure administrative

Connaissances linguistiques

- Français : langue maternelle
- Espagnol : courant
- Allemand : avancé
- Anglais : avancé
- Italien : notions de base

Publications**Ouvrage**

Le partenariat de l'Union européenne avec les Etats et groupements régionaux d'Amérique latine, Helbing & Lichtenhahn/Bruylant/LGDJ, Dossiers de droit européen n° 19, 2010, 510 p.

Article en relation avec la transparence et la protection des données

Historique de la LIPAD. 20 ans de transparence à Genève: une histoire commencée il y a 45 ans, in « 20 ans de transparence à Genève », Boillat Joséphine/Werly Stéphane (édit.), sui generis, 2022, p. 1-17.

Avec Stéphane WERLY, *Entraide administrative et protection des données*, in « L'entraide administrative. Evolution ou révolution? », Poltier Etienne/Favre Anne-Christine/Martenet Vincent (éd.), Schulthess, 2019, p. 103-136.

Articles en relation avec le Grand Conseil

La bienséance parlementaire : aperçu du droit disciplinaire parlementaire à Genève, Parlement n° 1/2013, p. 8-9.

Quelle collaboration entre commissions parlementaires, exécutif et administration? La situation à Genève, Parlement n° 1/2010, p. 13-14.

La réforme judiciaire en matière administrative et le contrôle juridictionnel des actes du parlement genevois, Parlement n° 1/2009, p. 10-12.

Aperçu de la surveillance parlementaire des établissements publics autonomes dans le canton de Genève, Parlement n° 1/2008, p. 12-13.

Le Parlement : un législateur créatif ? La situation de Genève à l'exemple du projet de loi déposé par un député, Parlement n° 3/2007, p. 17-18.

Articles en relation avec l'Union européenne

Action extérieure et politique étrangère et de sécurité commune, Chronique de législation européenne 2012 (sous la direction de Christine Kaddous), Revue des affaires européennes 1/2013, p. 211-221.

Action extérieure et politique étrangère et de sécurité commune, Chronique de législation européenne 2011 (sous la direction de Christine Kaddous), Revue des affaires européennes 2/2012, p. 501-514.

Les relations extérieures de l'Union européenne, avec Christine Kaddous, in « Annuaire suisse de droit européen 2005/2006 », Epiney Astrid/Egbuna-Joss Andrea/Wyssling Markus (éd.), Schulthess/Staempfli, 2006, p. 31-72.

Les clauses « droits de l'homme » dans les relations entre l'Union européenne et les Etats d'Amérique latine, in « Human Rights at the Center/Les droits de l'homme au centre », Besson Samantha/Hottelier Michel/Werro Franz (éd.), Schulthess, 2006, p. 541-562.

Développements récents dans le système de préférences généralisées de l'Union européenne, Note d'actualité publiée sur le site du Centre d'études juridiques européennes de l'Université de Genève (www.ceje.ch), 6 pages, septembre 2005.

Thônex, mars 2024